



SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Oise"



FONDS DE SOLIDARITÉ

RANC PRIANC

Données au 27/05/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 28 112 710 731 euros

Nombre d'aides : 9 224 362

Nombre d'entreprises : 2 017 443

Niveau Régional : Hauts-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 1 449 131 134 euros

Nombre d'aides: 495 434

Nombre d'entreprises : 113 309

Niveau Départemental : Oise

Top 10 des aides du fonds de solidarité ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total: 200 417 858 euros

Nombre d'aides: 70 922

Nombre d'entreprises : 16 216



PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT

PHIANC INC.

Données au 14/05/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.

Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020. Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 137 274 336 998 euros

Nombre de prêts : 675 459

Niveau Régional : Hauts-de-France



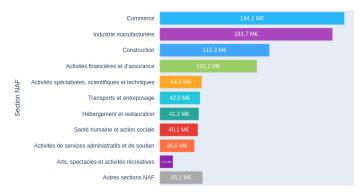


Montant total: 8 083 605 191 euros

Nombre de prêts : 40 335

Niveau Départemental : Oise

Top 10 des prêts garantis par l'Etat ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 857 064 746 euros

Nombre de prêts : 5 536



REPORTS D'ÉCHÉANCES FISCALES



Données au 13/05/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National





Montant total: 3 491 942 832 euros

Nombre de reports : 113 495

Niveau Régional : Hauts-de-France





Montant total: 347 696 963 euros

Nombre de reports : 6 181

Niveau Départemental : Oise

Top 10 des reports d'échéances fiscales ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 21 095 451 euros

Nombre de reports : 666



AIDES AUX ARTISANS, COMMERÇANTS



Données au 30/09/2020 - aides-entreprises.data.gouv.fr



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National





Montant total: 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Hauts-de-France





Montant total: 62 451 226 euros

Nombre d'aides : 77 625

Niveau Départemental : Oise

Top 10 des aides CPSTI ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total: 9 269 305 euros

Nombre d'aides: 11 390



ACTIVITÉ PARTIELLE



Données au 23/02/2021 - aides-entreprises.data.gouv.fr



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement.

Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Niveau Régional : Hauts-de-France

